

A Bruges, un autre modèle pour « technos » européens

Les jeunes Français sont de plus en plus nombreux à passer par le Collège d'Europe. A la sortie, ni classement ni postes garantis. Mais une formidable entraide dans les institutions européennes.



Le Collège d'Europe, à Bruges. Depuis 1949, il a accueilli plus de 14 000 élèves. Un réseau qui pèse lourd dans les organismes européens publics et privés.

Helle Thorning-Schmidt, la Première ministre du Danemark qui a inspiré l'héroïne de la série *Borgen*, Clément Beaufort, le conseiller Europe d'Emmanuel Macron, Manuel Marín, père du programme Erasmus, Margaritis Schinas, l'actuel porte-parole de la Commission européenne... Tous sont passés par le Collège d'Europe, à Bruges, sas discret et prestigieux pour faire carrière dans l'écosystème européen. Depuis quelques années, les Français – dont des postulants à l'ENA – sont de plus en plus nombreux à candidater. « C'est un phénomène,

confirme Jörg Monar, le recteur allemand du Collège d'Europe. Cette année, la promotion compte 133 Français sur les 355 élèves de 55 nationalités. Ils sont passionnés par l'Europe et d'un excellent niveau. Avant, ils ne venaient pas sans bourse. Aujourd'hui, les trois quarts sont prêts à financer leur cursus. » Un investissement de 25 000 euros, hébergement compris pour dix mois d'immersion intensive, qui explique que 70 % des élèves sont boursiers. L'ENA et le Collège d'Europe – financé à 37 % par l'Union européenne – ont en commun leur

souffle d'origine : l'« esprit de la Libération » en 1945 pour l'une, la coopération entre anciens adversaires pour l'autre dès 1949. Et la conviction que seuls des hommes et des femmes aux valeurs fortes et au sens de l'intérêt général affirmé réussiraient ce pari. Comme le rappelle Jean-Michel Eymeri-Douzans, professeur des universités à Sciences-Po Toulouse, « Michel Debré voulait des gens de caractère à l'ENA qui s'inscrivent dans l'idéal de reconstruction d'un Etat fort appelé à moderniser la France ». Même vocation au Collège d'Europe, comme l'explique Jörg Monar : « L'idée centrale, c'était, après le désastre de la guerre, de former des jeunes prêts à reconstruire une Europe différente du passé autour de la coopération transfrontalière. »

Sélection sur dossier

Pas de concours d'entrée, mais un dossier et un entretien en anglais et en français – les deux langues du Collège – devant chaque comité national de sélection (organisé en France par le Quai d'Orsay) qui évalue tant la connaissance et l'engagement européens que la capacité à vivre avec l'autre. A Bruges, comme à Natolin, l'autre campus du collège en Pologne, la vie collective est au cœur de la formation, « une sorte de cocotte-minute où ils vivent ensemble la pression », confirme le recteur. Misanthropes s'abstenir. Dans les huit résidences de la ville, les étudiants de toutes nationalités enchaînent *simulation games*, *position papers* à écrire, conférences et séminaires. « Nous avons appris

à travailler et à décider avec plusieurs dizaines de nationalités autour de la table », témoigne Anne-Gaëlle Brandeis, 27 ans, émue à l'idée de faire ses valises.

La formation elle-même reflète la vie de l'Europe en temps réel. Le corps enseignant ? 230 professeurs tous praticiens relayés par 35 jeunes assistants académiques, souvent d'anciens élèves, comme Andrea Sabatini, 26 ans, Rachele Tessei, 28 ans, au département politique ou Lucie Larripa, 27 ans, au département juridique, qui servent d'interface avec les étudiants. Avec un impact sur l'enseignement. Lucie : « Les élèves notent les cours. Et leur évaluation est prise très au sérieux. » Conséquence, selon Andrea et Rachele, « il y a une grande fluidité pédagogique. Chaque année, 10 % des cours changent ». Le Brexit a généré une semaine sur l'euro-scepticisme. Début 2018, deux anciennes du collège, une assistante parlementaire et Joanna Drake, directrice générale adjointe à la Commission européenne, ont émis l'idée de faire travailler des élèves sur la réforme de la direction générale de l'Environnement. Rapport qui vient d'être remis à la mi-juin...

Une adresse mail à vie

Différence majeure avec l'ENA, il n'y a pas de classement, ni de diplôme ou de poste garantis à la sortie. « Mais sur le choix final, la mention Collège de Bruges est extrêmement efficace », assure Xavier Estève, responsable des carrières et des anciens élèves. « On n'a pas de grands corps mais un esprit de corps », confirme Quentin Cormic, 24 ans, étudiant français. Un quart des étudiants passeront les concours des institutions européennes. D'autres traiteront d'Europe dans leur pays ou seront recrutés par des cabinets bruxellois. Le réseau des 11 000 anciens pèse lourd dans l'écosystème. « L'adresse mail du collège est transmise à vie », explique Xavier Estève. Et elle sert. « De nombreux dossiers se résolvent grâce à ces interactions », explique Jörg Monar, avant de glisser en souriant : c'est aussi l'agence matrimoniale la plus efficace d'Europe. » **A. T. M.**



La cafétéria de la Kennedy School of Government, (Massachusetts). L'école d'administration publique de Harvard, rebaptisée après la mort de JFK, veut « améliorer les politiques et le leadership public » au service du bien dans le monde.

La Kennedy School, faux miroir et vrai changement d'échelle

Brune Poirson, la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, a toujours rêvé de la Kennedy School : « Je voulais suivre une formation capable de m'aider à défendre l'intérêt général, mais pas à l'ENA. » Après la London School of Economics, la jeune Franco-Américaine intègre en 2016 le *Mid-career master in public administration*. Pour elle, c'est le miroir opposé de l'école française. « Tout ce qui est valorisé pour obtenir le diplôme à la Kennedy School ne l'est pas à l'ENA : s'exprimer, valoriser ses idées, être un bon coéquipier... Kennedy, c'est une méthode qui permet d'être opérationnel dans toute organisation et je m'en sers tous les jours. » Ce qui l'a séduite, c'est aussi l'échelle – mondiale – des problématiques abordées. Créée en 1936 après la Grande Dépression, l'école d'administration publique de Harvard – rebaptisée après la mort de John Fitzgerald Kennedy – veut, comme l'explique son doyen Douglas Elmendorf, « améliorer les politiques et le leadership public » au service du bien dans le monde, ce qui lui est reproché aux Etats-Unis. Amélie de Montchalin, sa collègue au gouvernement en charge des Affaires européennes, est aussi une ancienne élève de la Kennedy School, qu'elle a couplée avec un diplôme d'HEC. Elle parle plus volontiers de « Harvard », comme tous les élèves du monde qui viennent y rechercher le label de la

prestigieuse université. Si la Kennedy School attire, estime Jean-Michel Eymeri-Douzans, professeur à Sciences-Po Toulouse, « c'est parce que le modèle anglo-saxon de gouvernance gagne du terrain. Ces masters en public affairs ne forment pas spécifiquement des fonctionnaires pour l'administration publique ». En ce sens, le discours visant à en faire un modèle pour l'ENA est un peu usurpé. Brune Poirson n'est pas d'accord : « Pour traiter les problèmes du XXI^e siècle, comme le réchauffement climatique, il faut travailler de façon multidisciplinaire. La France a changé. Il faut que l'ENA évolue dans cette direction sinon l'Etat va étouffer l'innovation. » De son côté, l'école française valorise davantage de nouvelles compétences : négociation, travail en projet, communication de crise... « Le savoir-être est de plus en plus important, confirme Fabrice Larat, directeur adjoint de la formation. Mais la vocation de l'ENA est d'être une école d'application : à ses compétences managériales s'en ajoutent d'autres plus spécifiques, comme la légistique – l'art d'écrire des lois – car notre mission est de former l'encadrement supérieur et dirigeant de l'Etat. » Enfin, comme la Kennedy School, l'ENA rayonne en coopérant avec 130 administrations à travers le monde. « Plus l'Etat est fort, souligne Pierre Thénard, le directeur des relations internationales, plus l'école intéresse. » **A. T. M.**